

Initiatives ministérielles

avec le reste du Canada. C'est une excellente décision économique.

Moi qui ai beaucoup voyagé aux États-Unis lorsque j'avais une autre carrière, j'ai toujours été étonné de la facilité avec laquelle on pouvait se rendre dans des zones très rurales. Il était facile d'y aller, et on y trouvait des industries importantes, parfois une seule, mais des industries de fabrication qui s'étaient implantées là pour bien des raisons. L'une d'elles était que le réseau de transport était en place pour que l'industrie achemine son produit vers le marché. La meilleure chose que nous puissions faire pour les Maritimes et pour d'autres régions du Canada, c'est mettre en place un système de transport pour permettre à l'industrie de s'installer à ces endroits sans avoir besoin d'une subvention du gouvernement. Ce n'est pas la meilleure chose à faire que d'offrir ce genre de subvention.

• (2000)

J'ai parlé de bien des choses, mais je commence vraiment à manquer de temps. On a annoncé une réduction de 10 p. 100 des subventions versées à tous les organismes. Je peux dire que je suis en faveur de cette mesure, mais pas totalement. J'avais recommandé qu'on coupe totalement le financement accordé à certains organismes, comme le Comité canadien d'action sur le statut de la femme, le Congrès du travail du Canada et certains groupements d'entreprise qui reçoivent des subventions. Il y en a toute une liste à qui je voudrais couper les vivres totalement, mais cela pourrait être difficile.

En bref, je veux simplement dire au ministre que je serai là pour le budget de février ou de mars et que je lui dirai exactement à quels groupes je suis prêt à couper les vivres. Je lui dirai aussi comment, à mon avis, nous devrions rajuster le régime de pensions des députés et enfin—et ce n'est certes pas le point le moins important—je lui dirai comment, à mon avis, nous devrions réduire le déficit encore plus que nous l'avons fait jusqu'à maintenant.

Je donne au ministre une bonne note pour ses efforts. Je ne peux cependant pas lui donner une note parfaite, mais j'admets que c'est probablement l'un des meilleurs exposés qu'il ait présentés, et je l'en félicite.

Mme Ethel Blondin-Andrew (Western Arctic): Madame la Présidente, je me réjouis de pouvoir parler de la situation économique dans le Nord et dans l'ensemble du Canada.

La récession a frappé les Canadiens de toutes les régions, y compris ceux du Nord. En fait, les habitants du Nord se heurtent à des difficultés économiques supplémentaires, à cause de leur situation géographique par rapport aux principaux corridors économiques du pays.

Par conséquent, le coût de la vie dans le Nord est 60 p. 100 plus élevé que dans le Sud. Le réseau routier et les principales infrastructures restent fondamentalement incomplètes.

Une grave pénurie de logements menace de nombreuses localités du Nord. Sauf erreur, il manque 3 500 unités. Comme on l'a annoncé, le nombre d'unités d'habitation a été réduit de moitié. Les conditions de vie des habitants du Nord ont quelque chose d'intolérable et d'inacceptable.

Faute d'appui financier, des organismes et des programmes autochtones importants, comme l'Indigenous Survival International et le programme de défense pour l'industrie de la fourrure, sont menacés. Le gouvernement ne s'est pas engagé à soutenir les programmes et organismes dont ont bien besoin ceux qui ont conservé leur mode de vie ancestral au Canada.

Parlons maintenant des infrastructures publiques et de l'autoroute des T.N.-O. Dans l'exposé économique qui a été présenté hier, le gouvernement s'est engagé à réaliser des projets visant les infrastructures dans les régions, afin de renforcer nos réseaux nationaux de transport et de communication. Il est impératif d'améliorer le réseau de transport dans le Nord. Il est vital dans le Nord en raison des vastes distances à parcourir et de l'isolement des collectivités. Les coûts de transport dans les T.N.-O sont les plus élevés au Canada. Le développement économique dans le Nord est impossible sans réseau routier approprié.

Par ailleurs, si le transporteur aérien Canadien International ne dessert plus les Territoires du Nord-Ouest, il existera une situation de monopole qui fera grimper les prix à des niveaux inacceptables. À mon avis, cela serait contraire à la Constitution et injuste pour les gens de la région qui n'auraient, pour ainsi dire, pas d'autre choix. Ils n'ont pas de réseau routier.

Le gouvernement des T.N.-O. a dit qu'il faudrait 3 milliards de dollars pour le développement. Le chef du gouvernement, Nellie Cournoyea, a abordé cette question lors de diverses rencontres avec des dirigeants fédéraux. Je crois d'ailleurs que cette question a été abordée lors des conférences économiques auxquelles ont participé les premiers ministres des provinces canadiennes. Au regard de la Constitution et de la loi, la construction de nouvelles routes relève du gouvernement fédéral. Il convient de souligner que seules les routes déjà construites ont été transférées aux Territoires du Nord-Ouest.

Je pense bien qu'il faut dire adieu au rêve que caressait M. Diefenbaker au sujet de nos ressources. Ce n'est certainement pas l'un des objectifs que visent actuellement les conservateurs.